

Paris, le 26 mars 2018

Information aux laboratoires sur les abonnements Springer

Les négociations entre le consortium Couperin.org – dont le CNRS fait partie- et Springer se sont achevées sur un constat de désaccord, l'éditeur ayant refusé la dernière proposition du consortium qui demandait une baisse de l'ordre de 15 % du tarif des abonnements. Couperin.org juge en effet inacceptable la dernière offre de Springer qui proposait une hausse de prix de 0 % en 2018, 0,75% en 2019 et 1% en 2020 pour l'offre dite « big deal » pour un bouquet de revues.

Les prix des abonnements aux ressources électroniques, en hausse constante depuis vingt ans, génèrent des bénéfices importants pour les grands éditeurs scientifiques que sont Springer et Elsevier, alors même qu'une proportion non négligeable et croissante **(1)** des articles publiés dans les revues concernées par les abonnements sont en accès libre. Le coût de cet accès pour ces articles est assumé par les auteurs ou leurs institutions et versé aux éditeurs. Pourquoi dès lors faire payer l'accès via l'abonnement quand l'éditeur a déjà été financé?

Afin de tenir compte de cet état de fait, les négociatrices avaient demandé une baisse au moins égale à la part déjà prise en charge pour ces articles. Cette demande n'a été pas été totalement entendue par Springer qui a proposé une baisse très insuffisante de ses tarifs.

Faute d'accord, Springer a indiqué qu'il couperait les accès à ces contenus au 1er avril. Les chercheurs ne pourront donc plus consulter les articles parus en 2018 dans les revues du bouquet diffusé par Springer sauf par des voies de substitution (« dépôts » de prépublications, réseaux sociaux, demande à l'auteur, etc.) Les articles parus avant 2018 demeureront accessibles pour les établissements de l'ESR. En effet, selon les termes des contrats précédents, pendant au moins deux ans et sans frais supplémentaire, les chercheurs conserveront l'accès à une grande partie des archives des ressources acquises jusqu'en 2017. Cela inclut pour le CNRS, les ressources figurant dans l'abonnement antérieur (2015-2017) ainsi que les ressources acquises de manière définitive dans le cadre du projet Istex (origine à 2014 pour les revues Springer).

La décision française intervient dans un contexte de fortes tensions au niveau international. Plusieurs communautés scientifiques se mobilisent pour enrayer cette spirale inflationniste des budgets de documentation scientifique. L'université de Montréal s'est désabonnée en 2016 du bouquet complet ou encore le Danemark qui demande de meilleurs prix et plus de services pour les chercheurs.

(1) au minimum de 4 % selon Springer, mais probablement plus proche de 15 %, selon les calculs de Couperin.org pour le bouquet en négociation

